

Travail décent et éducation: la combinaison gagnante, pour tous!

En 2003, l'Argentine a été l'un des premiers pays à intégrer le concept de Travail décent dans son agenda de développement national. Dès lors divers programmes gouvernementaux ont mis en pratique différents aspects de ce concept. En 2004, avec l'appui de l'OIT, le gouvernement argentin a lancé le projet "Construire le futur avec le travail" dont l'objectif est de promouvoir et développer le sens de la dignité du travail. Une valeur qui peut s'apprendre dès l'école primaire comme le montre ce reportage de l'OIT en ligne.

3/01/2012

FTR/argentina

Buenos Aires (Nouvelles de l'OIT) – Matías lève les yeux et ce qu'il voit amène un sourire crispé sur son visage. Face à lui, il n'y a pas seulement ses camarades de classe et d'autres élèves; il y a aussi des enseignants, des directeurs d'école et des experts gouvernementaux. Et, comme si cela ne suffisait pas pour intimider un enfant de 13 ans, les ministres du Travail et de l'Education de l'Argentine viennent d'entrer dans la salle.

Matías ne se laisse pourtant pas intimider et, discours en main, il prend la parole avec enthousiasme et décontraction. «Nous voulons l'égalité de chances, et nous ne voulons plus que certains enfants puissent aller à l'école alors que d'autres n'en ont pas la possibilité», dit-il.

A côté de lui Maira, 15 ans, attend, inquiète. Lorsque son tour arrive, elle ajoute: «Nous voulons que nos parents puissent avoir un emploi digne et décent pour que nous autres, les enfants, ne soyons pas obligés d'aller travailler.»

Et puis vient le tour d'un jeune de 20 ans, qui s'appelle aussi Matías, et qui dit: «L'école doit comprendre la situation des enfants qui travaillent. Nous proposons donc que des tuteurs puissent aider ces enfants. L'école "modèle unique" n'existe pas. Nous avons besoin d'une école qui accueille chacun d'entre nous.»

Ces propositions sont extraites des conclusions d'une «journée» sur le thème «Réfléchir sur le travail décent à l'école», organisée conjointement par les ministères du Travail et de l'Education de l'Argentine. Six cents élèves issus de 15 écoles secondaires de la banlieue de Buenos Aires y ont participé ainsi que des enseignants, des directeurs d'école et des équipes provenant des deux ministères.

La consigne était simple: réfléchir sur la relation entre école et travail, et plus précisément sur l'école et le travail auxquels aspirent les élèves des deux sexes. Les deux plus hautes autorités du pays en matière d'éducation et d'emploi étaient venues pour les entendre exprimer leurs idées.

«Contrairement à ceux qui estiment que l'école "s'égare" lorsqu'elle évoque des thèmes tels que l'éducation sexuelle, le don d'organes ou le travail décent, nous croyons fermement que, lorsque l'école enseigne l'éducation sexuelle ou évoque le travail décent, elle fait précisément ce qu'elle est censée faire», a dit le ministre de l'Education, Alberto Sileoni.

Le ministre du Travail, Carlos Tomada, s'est référé quant à lui à la demande des élèves concernant l'égalité de chances. «La construction de cette égalité est un choix que nous avons fait depuis 2003. Avec les cinq millions d'emplois que nous avons créés depuis lors, le projet "Construire l'avenir grâce au travail décent" constitue un défi fondamental, car non seulement nous devons retrouver des emplois, mais nous devons aussi retrouver la culture et les valeurs inhérentes au travail dans la dignité pour les transmettre aux nouvelles générations.»

Le projet intitulé «Construire l'avenir grâce au travail décent» auquel fait référence M. Tomada a vu le jour en 2004 grâce aux ministères du Travail et de l'Education nationale et au bureau de pays de l'OIT en

Argentine. L'idée de base, qui n'a pas changé depuis, était de promouvoir et de développer en chaque individu le sens de la dignité du travail.

«A l'aide de faibles ressources, dont quelques-unes ont été fournies par l'OIT et la majorité proviennent de l'Etat argentin, le projet intitulé "Construire l'avenir grâce au travail décent" a eu une résonance sociale très importante. La raison de son succès est due sans doute à la stature de son objectif et à l'engagement des parties concernées», affirme Marcelo Castro Fox, directeur du bureau de pays de l'OIT en Argentine.

Parmi les résultats de ce projet, on peut notamment citer: la formation de 1 000 enseignants dans le cadre du cours intitulé «Explorer le travail décent»; la réalisation par 21 instituts de formation pédagogique de projets «TrabajArte», destinés à tous les enseignants en sciences sociales de l'école moyenne du pays; la résolution du Conseil fédéral de l'éducation qui intègre les principes et droits fondamentaux au travail et le concept du travail décent dans le programme d'enseignement des écoles moyennes; l'atelier d'échange d'expériences dans la région, au cours duquel ceux qui ont proposé et réalisé ce projet dans divers pays de la région (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay) ont réfléchi sur la direction qu'il a prise dans chaque pays.

L'impact du projet transparaît également dans la joie éprouvée par Matías en entendant le ministre de l'Education reprendre ses propres paroles: «Les enfants souhaitent une école qui les prennent en compte. Ils ont mis à jour un concept très puissant que je veux faire mien: l'école "modèle unique" n'existe pas. Il doit y avoir une école pour chacun, c'est-à-dire non pas une école dans laquelle nous nous entassons tous comme nous le pouvons, mais une école qui sera la meilleure, pour chacun d'entre nous.»

«C'est très important, pour les enfants, d'avoir pu venir ici ... d'être face à face avec les autorités», a dit l'une des enseignantes qui les accompagnaient. Matías et les autres élèves ont senti, à la fin de la journée, qu'ils avaient pu s'exprimer franchement et qu'ils avaient été entendus.

Toutefois, cette journée sur le thème «Réfléchir sur le travail décent à l'école» a constitué beaucoup plus qu'une série de réunions et de conversations. Elle a montré une fois encore à quel point l'Argentine a fait du travail décent une partie intégrante de son développement économique et social.